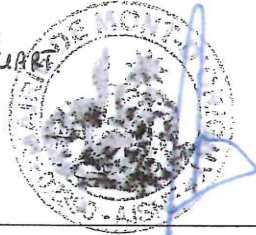


2eme Modification simplifiée DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) de la commune de Mont d'Origny (Département de l'Aisne)



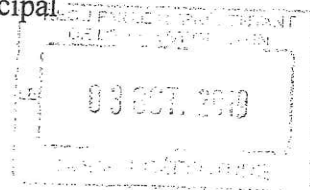
1. Pièces administratives

<p>Commune de Mont d'Origny 44 rue Jean Mermoz 02 390 Mont d'Origny Téléphone 03.23.09.84.85.</p>	<p>Vu pour être annexé à la délibération de modification simplifiée du Conseil Municipal en date du : 27 septembre 2019</p> <p>Le Maire, Gerard AUBERT</p> 	<p>Mise à disposition (1 mois minimum) Du : 16 octobre 2019 Au : 18 novembre 2019</p>
---	---	---



Objet :

MODIFICATION SIMPLIFIEE n°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
APPROBATION



L'an deux mille dix-neuf, le vingt sept du mois de septembre à 18 heures 15, le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Gérard ALLART, le Maire.

Etaient présents : Gérard ALLART- Pascal BLEUSE- Maurice ROHAT-Jean-Luc MARLIER- Jean-Jacques ALLART-Jessy POWERS-Virginie BETHUNE-Chantal CARPENTIER-Patrick FLAMANT

Formant la majorité des membres en exercice.

Pouvoirs : Madame Christine BLEUSE donne pouvoir à Monsieur Gérard ALLART
Madame Micheline JUMEAUX donne pouvoir à Monsieur Jessy POWERS

Absents : Aurélien CLICHE-Paul LECAS-Thierry DOLLÉ

Madame Chantal CARPENTIER a été élu secrétaire.

VU l'approbation du plan local d'urbanisme le 16 septembre 2016

VU la délibération lançant la prescription de modification simplifiée en date du 25 avril 2019

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-45, L153-47, L.153-48 du code de l'urbanisme,

Monsieur le maire présente les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU), les modalités selon lesquelles la mise à disposition sera mise en œuvre.

1. Monsieur le maire précise les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), les modalités selon lesquelles la mise à disposition sera mise en œuvre.

La modification simplifiée du document d'urbanisme concerne deux objets :

Le premier point consiste en une légère transformation du règlement de la zone UA et 1AUa afin de permettre la réalisation de construction d'habitation si celle-ci est liée à une activité (pouvant être une activité de bureau, de service, de commerce, d'artisanat ou toute autre activité) sur le terrain d'assise de l'opération ou à proximité immédiate de l'activité.

Le deuxième point a pour but de rectifier une erreur matérielle figurant au dossier de PLU approuvé.

En effet, au moment de l'approbation du PLU, un permis d'aménager de Madame Colson section AC 478 à 482 avait fait l'objet d'une autorisation préalablement à l'approbation du PLU. Ce permis a entraîné la réalisation de l'aménagement de ce secteur, et une nécessité de prise en compte des possibilités de construire liées à cette autorisation antérieure à l'approbation

du PLU. Cette erreur matérielle entraîne la légère transformation d'une petite partie de la zone Nj en zone U pour tenir compte de ce permis d'aménager et de la réalisation des travaux liée à ce permis.

2. Monsieur le maire rappelle les modalités de la mise à disposition, à savoir :

Les modalités de la mise à disposition sont les suivantes :

- bulletin d'information à la population
- Information de la modification simplifiée sur le site internet de la commune
<https://webmestre02390.wixsite.com/montdorigny>
- une information relative à la modification simplifiée du PLU sera par ailleurs donnée par voie d'affichage en mairie,
- Mise à disposition du dossier en mairie aux heures et jours d'ouverture durant un mois
soit du 7 mai au 7 juin 2019
Mardi de 17h00 à 19h00
Jeudi de 16h00 à 18h00
Vendredi de 14h00 à 16h00
- Mise à la disposition du public en mairie d'un cahier destiné à recueillir les observations de la population

Les modalités de la mise à disposition ont été portées à la connaissance du public par publication d'un avis au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition et par les mesures de publicité suivantes :

- Bulletin d'information à la population
- Mention de l'affichage de la présente délibération effectuée dans un journal diffusé dans le département
- Information sur le site internet
- Voie d'affichage en mairie

3. A l'issue de cette « mise à disposition », monsieur le maire présente le bilan en conseil municipal : aucune observation sur le cahier destiné à recueillir les observations. Aucune demande par voie électronique n'a été établie durant la période de « mise à disposition ».

Aucunes personnes sont venues consulter le dossier en mairie sans émettre de remarques sur le registre mis à disposition à cet effet.

Compte tenu du respect de la procédure et compte tenu du fait qu'aucune observation n'ait été émise, il est demandée d'approuver la modification simplifiée n°2.

Après consultation des personnes associées et consultées, des avis ont été émis :

- avis de la DDT assorti d'observations qui sont ajoutées
- Avis de la CDPENAF demandant des pièces complémentaires jointes au dossier d'approbation démontrant la procédure
- avis favorable de la chambre d'agriculture
- avis favorable de la chambre de commerces et d'industrie

Entendu l'exposé du maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 – d'approuver la modification simplifiée n°2 telle qu'elle est annexée à la présente délibération,

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal.

2. Le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture/ le mardi de 17h00 à 19h00, le jeudi de 16h00 à 18h00 et le vendredi de 14h00 à 16h00.

La présente délibération fera l'objet **d'un affichage en mairie durant un mois** et mention **de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.**

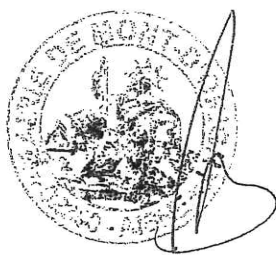
Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

En mairie, le 27 septembre 2019.

Le Maire,
Gérard ALLART.



Attestation de Parution

PICARDIE MATIN PUBLICITE

Certifie avoir reçu cette annonce légale pour parution dans L'Aisne Nouvelle

Libellé de l'annonce : Avis administratif

Édition : Département de l'Aisne (02)

Date de parution : 19/10/2019

PICARDIE MATIN PUBLICITE
29, rue de la République
80 000 Amiens

COMMUNE DE MONT-D'ORIGNY

Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Par délibération en date du 27 septembre 2019, le conseil municipal a approuvé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur le territoire de la commune de MONT-D'ORIGNY. Le dossier de PLU est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures d'ouverture le mardi de 17 heures à 19 heures, le jeudi de 16 heures à 18 heures et le vendredi de 14 heures à 16 heures à partir du 17 octobre jusqu'au 18 novembre 2019.

Mairie de MONT-D'ORIGNY

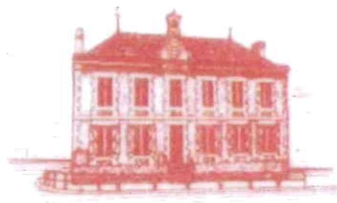
44 rue Jean Mermoz

02390 MONT-D'ORIGNY

☎ 03.23.09.84.85

🕒 03.23.09.77.00

💻 mairieemtdorigny@wanadoo.fr



ATTESTATION

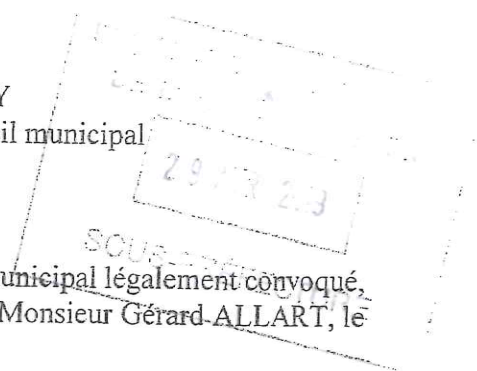
Je soussigné Monsieur Gérard ALLART, Maire de la commune de MONT-D'ORIGNY, atteste avoir affiché à compter du jeudi 16 octobre 2019 et pendant une durée d'un mois soit jusqu'au lundi 18 novembre 2019, la délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2019 approuvant la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Gérard ALLART,
Le Maire.



Délibération n°3
Nombre de conseillers :
En exercice : 14
Présents : 9
Votants : 10

Commune de MONT-D'ORIGNY
Extrait du registre des délibérations du conseil municipal



L'an deux mille dix-neuf, le 25 avril à 18 heures 15, le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Gérard ALLART, le Maire.

Etaient présents : Gérard ALLART-Maurice ROHAT-Jean-Jacques ALLART-Paul LECAS-Jean-Luc MARLIER-Patrick FLAMANT-Chantal CARPENTIER-Micheline JUMEAUX-Jessy POWERS

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Virginie BETHUNE-Christine BLEUSE-Thierry DOLLÉ-Aurélien CLICHE

Pouvoir : Mr BLEUSE Pascal donne pouvoir à Mr Gérard ALLART

Madame Chantal CARPENTIER a été élu secrétaire.

MODIFICATION SIMPLIFIÉE n°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME de la commune de Mont d'Origny

Cette délibération annule et remplace la délibération n°3 en date du 28 mars 2019.

VU l'approbation du plan local d'urbanisme le **16 septembre 2016**

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-45, L153-47 du code de l'urbanisme.

Monsieur le maire précise les raisons qui conduisent la commune à engager la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), les modalités selon lesquelles la mise à disposition sera mise en œuvre.

La modification simplifiée du document d'urbanisme concerne deux objets :

Le premier point consiste en une légère transformation du règlement de la zone UA et 1AUa afin de permettre la réalisation de construction d'habitation si celle-ci est liée à une activité (pouvant être une activité de bureau, de service, de commerce, d'artisanat ou toute autre activité) sur le terrain d'assise de l'opération ou à proximité immédiate de l'activité.

Le deuxième point a pour but de rectifier une erreur matérielle figurant au dossier de PLU approuvé.

En effet, au moment de l'approbation du PLU, un permis d'aménager de Madame Colson section AC 478 à 482 avait fait l'objet d'une autorisation préalablement à l'approbation du PLU. Ce permis a entraîné la réalisation de l'aménagement de ce secteur, et une nécessité de prise en compte des possibilités de construire liées à cette autorisation antérieure à l'approbation du PLU. Cette erreur matérielle entraîne la légère transformation d'une petite partie de la zone Nj en zone U pour tenir compte de ce permis d'aménager et de la réalisation des travaux liée à ce permis.

Monsieur le Maire rappelle les articles du code de l'urbanisme, à savoir :

Article L153-45

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article [L. 153-41](#), et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article [L. 151-28](#), la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L153-47

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-9](#) sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

Article L153-48

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles [L. 2131-1](#) et [L. 2131-2](#) du code général des collectivités territoriales.

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour effet

- (1) de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan,
- (2) de diminuer les possibilités de construire,
- (3) de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée ;

Entendu l'exposé du maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- 1 – de prescrire la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan local d'urbanisme
- 2 - de **préciser les modalités de mise à disposition** du projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant les avis des personnes associées

Les modalités de la mise à disposition sont les suivantes :

- bulletin d'information à la population

- Information de la modification simplifiée sur le site internet de la commune
<https://webmestre02390.wixsite.com/montdorigny>
- une information relative à la modification simplifiée du PLU sera par ailleurs donnée par voie d'affichage en mairie,
- Mise à disposition du dossier en mairie aux heures et jours d'ouverture durant un mois soit du **7 mai au 7 juin 2019**
Mardi de 17h00 à 19h00
Jeudi de 16h00 à 18h00
Vendredi de 14h00 à 16h00
- Mise à la disposition du public en mairie d'un cahier destiné à recueillir les observations de la population

Les modalités de la mise à disposition seront portées à la connaissance du public, huit jours au moins avant le début de celle-ci, par les mesures de publicité ci-après :

- Bulletin d'information à la population
- **mention de l'affichage de la présente délibération sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.**
- Information sur le site internet de la commune
- Voie d'affichage en mairie,

À l'issue de cette mise à disposition, M le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et approuvera le projet de modification simplifiée

3. *(le cas échéant)* d'autoriser le maire à prescrire, par le biais d'un arrêté, la modification simplifiée du PLU pour l'ensemble des objectifs énoncés dans la présente délibération,

-
-

4 - de donner autorisation au maire pour signer l'arrêté engageant la procédure et tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la modification du P L U ;

5 - de solliciter de l'Etat, pour les dépenses liées à la modification simplifiée de PLU, une dotation, conformément à l'article L 132-15 du code de l'urbanisme ;

6- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré, opération 16 - urbanisme

Conformément à l'article L 153-40 du code de l'urbanisme, des articles L132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme et L.153-11 du code de l'urbanisme, le projet de modification sera notifié avant l'ouverture de l'enquête publique :

- 1.- au sous-préfet ; au préfet
2. - au président du conseil régional ;
3. - au président du conseil départemental ;
4. — au représentant de la chambre d'agriculture ;
5. - au représentant de la chambre des métiers ;
6. - au représentant de la chambre de commerce et d'industrie ;
7. au président de la communauté de communes
8. au Pays du Saint-quentinois

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.

Pour : 10 contre : 0 abstention : 0

Emis et rendu exécutoire
Le 26 avril 2019

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Reçu en Préfecture
Le
Publié ou notifié
Le

Pour Copie Conforme :
En Maire, le 26 avril 2019

Le Maire,
Gérard ALLART.



ATNEG3.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné Monsieur Denis DOLLÉ employé municipal, atteste sur l'honneur avoir distribué le lundi 29 avril 2019 le bulletin d'information concernant le Plan Local d'Urbanisme, objet modification simplifiée n°2 (*dossier mis à disposition du 7 mai au 7 juin 2019 en mairie aux heures habituelles d'ouvertures*) annexé à cette attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

À MONT-D'ORIGNY

Le 26 avril 2019

Denis DOLLÉ



Modification simplifiée n°2

du Plan local d'Urbanisme

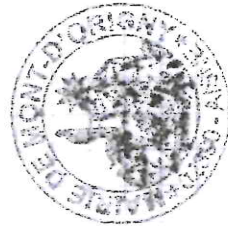
de la commune de Mont-D'Origny

APPROBATION

Observations du public.

Gerard AUART

Le Maire.



À Mont-D'Origny
le 26 Avril 2019

Direction départementale
des Territoires

Service de l'Urbanisme et des Territoires
Unité documents d'urbanisme

Laon, le

27 MAI 2019

Le directeur départemental des Territoires

à

Monsieur le Maire de MONT-D'ORIGNY
44 rue Jean Mermoz

02390 MONT-D'ORIGNY

Affaire suivie par : Jean-Claude LAMPIN
Tél : 03 23 24 64 11

Courriel : ddt-ut-du@aisne.gouv.fr

Objet : Avis relatif au projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de la commune de Mont-d'Origny.

Monsieur le Maire,

Vous m'avez notifié par courrier en date du 26 avril 2019, le projet de modification simplifiée du PLU.

La mise en œuvre de cette procédure, qui consiste à apporter des modifications aux règlements écrit et graphique du PLU, permettra, d'une part, les constructions à usage d'habitation au profit des activités situées au sein des deux zones à vocation d'activités tertiaires (Ua) et d'autre part, la reprise d'une erreur matérielle, à savoir : la délimitation d'un des trois cœurs d'îlot, situé au lieu-dit « Le village », et classé en zone naturelle jardin (Nj).

Sur le fond, si l'adaptation de règles applicables aux zones Ua pour autoriser les constructions d'habitation en lien avec les activités, entre bien dans le cadre de la procédure de modification simplifiée telle que définie aux articles L.153-45 et suivants du code de l'urbanisme, la correction de la délimitation de l'un des trois cœurs d'îlot mérite d'être plus largement justifiée.

En l'espèce, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU opposable a précisé, dans ses orientations stratégiques, sa volonté de « préserver les cœurs d'îlots naturels entourés d'urbanisation pour créer des souffles urbains » (Orientation n°1 : Protection des espaces naturels agricoles et forestiers). Ce souhait est traduit dans les documents constitutifs du PLU (rapport de présentation, règlement écrit et graphique).

À ce titre, pour lever toute ambiguïté sur la procédure, je vous invite à fournir, dans la notice explicative du dossier de la modification simplifiée, l'ensemble des informations (références et date du permis d'aménager, la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux) permettant de rendre incontestable la délimitation de la zone Nj située au lieu-dit « Le village » et donc de justifier le choix de la procédure de modification simplifiée pour rectification d'une erreur matérielle.

.../...

En l'absence de ces éléments factuels, la procédure retenue de modification simplifiée du PLU est susceptible d'être fragilisée juridiquement : votre projet portant atteinte à l'orientation n°1 du PADD, la procédure adaptée serait, le cas échéant, celle de la révision générale, en application de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Directeur départemental
des territoires

Monsieur le Maire

Monsieur Gérard ALLART
Maire de Mont-d'Origny

44 rue Jean Mermoz
02390 MONT D'ORIGNY

Saint-Quentin, le 27 mai 2019

Monsieur le Maire,

Vous nous avez fait parvenir le **projet de votre 2^{ème} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de votre commune** pour avis dans le cadre de l'association de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aisne.

Après une étude attentive de l'ensemble du dossier, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aisne émet **un avis favorable** sur ce projet. Cependant, cette modification de la réglementation de votre zone apporte le risque d'aboutir à une zone mixte à terme. En effet, les implantations ainsi autorisées risquent de devenir des zones d'habitat (en cas de division parcellaire avec ventes séparées ou en cas de location de la partie habitation).

Très attentif au projet communal et à son développement économique, je suis intéressé par l'envoi d'une copie du document opposable.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Olivier JACOB
Président

Nos réf. : OD/LP/OC/SC
Objet : Modification simplifiée du PLU de Mont d'Origny

Dossier suivi par
Oriane CZERNIAK
Tél. : 03.23.22.50.75

Laon, le 06 mai 2019

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis, pour avis, le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mont d'Origny et je vous en remercie.

La modification a pour objet de rectifier une erreur matérielle et de modifier le règlement des zones UA et 1AUa pour autoriser les constructions à usage d'habitation lorsqu'elles sont liées à une activité professionnelle.

Ce projet n'affectant pas d'espace agricole, la Chambre d'Agriculture n'émet pas de remarque particulière sur cette procédure.

En vous remerciant pour votre démarche, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes cordiales salutations.

Olivier DAUGER
Président



PRÉFET DE L'AISNE

*Direction départementale
des territoires*

Service Agriculture

Unité foncier agricole

Laon, le

10 JUIL. 2019

Le Directeur départemental des territoires,
à

Monsieur le Maire
Mairie de Mont d'Origny
44 rue Jean Mermoz
02390 MONT D'ORIGNY

Nos réf. : SM

Vos réf. :

Affaire suivie par : Sylvie MALLERET

Tél. 03.23.24.66.53

Courriel : ddt-agri@aisne.gouv.fr

Objet : 2019MPLU002

Modification simplifiée du PLU de Mont d'Origny

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu par le secrétariat de la CDPENAF le 29 avril 2019, vous avez sollicité l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers de l'Aisne (CDPENAF), créée par la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt sur le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mont d'Origny.

Les membres de la CDPENAF ont examiné ce projet lors de la séance du 4 juillet 2019 et l'ont **ajourné** pour le motif suivant :

- la procédure de modification simplifiée retenue par la collectivité ne semble pas adaptée, à défaut d'éléments factuels de nature à démontrer l'erreur matérielle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Le chef du service agriculture


Etienne ROUSSEL

Direction départementale
des Territoires

Laon, le

21 AOUT 2019

Service de l'Urbanisme et des Territoires

Le directeur départemental des Territoires

à

Pôle Planification Aménagement et Cohérence Territoriale

Monsieur le Maire de MONT-D'ORIGNY
44 rue Jean Mermoz

02390 MONT-D'ORIGNY

Affaire suivie par : Jean-Claude LAMPIN
Tél : 03 23 24 64 11

Courriel : ddt-ut-du@aisne.gouv.fr

Objet : Approbation de la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mont d'Origny.

Monsieur le Maire,

Par bordereau d'envoi en date du 11 juillet 2019, vous m'avez transmis, dans sa version dématérialisée (format CD), le dossier de la modification simplifiée n° 2 du PLU de la commune de Mont d'Origny ainsi que les pièces justificatives concernant les modalités de mise à disposition du public et de publicité, accompagnés de la délibération d'approbation par le conseil municipal en date du 20 juin 2019.

Conformément à la mise en œuvre des dispositions du code de l'urbanisme pour cette procédure (article L.153-47 et L.132-7 du C.U.), je vous ai communiqué, par courrier du 27 mai 2019, l'avis de l'État au titre des personnes publiques associées.

L'absence d'éléments factuels, permettant de justifier la reprise d'une erreur matérielle avec la réduction, sur le règlement graphique, d'un cœur d'îlot situé au lieu-dit « Le village » alors que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU opposable affirme, dans ses orientations, la volonté de la collectivité de préserver les cœurs d'îlots naturels, était soulevée dans cet avis.

La communication du permis d'aménager et la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux permettent de lever toute ambiguïté sur la nouvelle délimitation de la zone Nj située au lieu-dit « Le village » et de conforter le choix de la procédure de modification simplifiée pour la rectification de cette erreur matérielle.

Pour autant, la délibération du conseil municipal présente des inexactitudes qui fragilisent l'ensemble de la procédure d'un point de vue juridique.

Ainsi, la modification simplifiée a été approuvée avant son examen par la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels et Forestiers de l'Aisne (CDPENAF du 4 juillet 2019). Dans son avis du 10 juillet, la commission a ajourné l'examen du projet sur la base du manque d'éléments de nature à démontrer l'erreur matérielle. La délibération ne peut donc faire mention de cette décision.

.../...

De même, l'avis émis par la direction départementale des territoires, en date du 27 mai 2019, ne peut être qualifié de « favorable » eu égard à la demande de pièces faite, dans ce même courrier, en appui au choix de la procédure de modification simplifiée.

Il convient, en conséquence, de prendre une autre délibération plus conforme aux éléments fournis par les partenaires de la commune.

Enfin, le caractère exécutoire de la modification simplifiée vous sera notifié, par mon service en charge du contrôle de légalité des documents d'urbanisme, après réception d'un dossier reçu complet au format papier. Je vous invite à prendre contact avec celui-ci pour les éventuelles questions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.



Le Directeur départemental
des territoires

Pierre-Philippe FLORID

Copie à : Communauté de communes du Val de l'Oise
Secrétariat CDPENAF